

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE PARIS**

Audience du 26 avril 2010 à 13 h
Section Commerce
RG n°
Affaire : Monsieur REFF – la FGAAC c/
La SNCF

CONCLUSIONS

POUR :

Monsieur REFF Pascal , 28 Place Léon Blum 59 263 HOULPIN ANCOINE

Demandeur

La FEDERATION GENERALE AUTONOME DES AGENTS DE CONDUITE
domiciliée 20 Rue Lucien Sampaix 75010 PARIS représentée par son secrétaire générale

Intervenant Volontaire

Ayant pour Avocat Maître Catherine DUPLESSIS
Avocat au Barreau de Paris
124 Rue de Tocqueville
75017 PARIS

CONTRE :

La SNCF , 34 Rue du Commandant Mouchotte 75014 PARIS prise en la personne de son représentant légal.

Défendeur

Ayant pour Avocat Maître Jean Luc HIRSCH
Avocat au Barreau de Paris
213 Rue de L'université
75007 PARIS

PLAISE AU CONSEIL

I/ RAPPEL DES FAITS

Monsieur REFF exerce les fonctions de conducteur de train à la SNCF depuis près de 15 ans.

Il est soumis aux référentiels SNCF et notamment aux référentiels RH 077/RH0677/TT023

Le RH077 et le RH0677 porte sur la réglementation du travail visant à la fois le personnel sédentaire et roulant.

Le TT023 porte sur les temps alloués au personnel de conduite pour effectuer diverses opérations au cours du service.

Jusqu'au changement de service au 14 décembre 2008 et depuis son entrée en fonction Monsieur REFF voyait ses temps de parcours comptabilisés et rémunérés, ces temps apparaissant par ailleurs sur les feuilles de roulement ou « état de service » remis à chacun des salariés.

..Le temps de parcours s'entend du temps passé entre la fin de service et le temps où l'agent de conduite a accès au lieu de couchage pour prendre son repos hors résidence lors des périodes dites « grandes périodes de travail ».

En d'autres termes le conducteur part de chez lui pour 2 journées au minimum de travail (dites grandes période de travail) et prendra son repos journalier hors de sa résidence habituelle.

..Le repos journalier hors résidence doit avoir une durée ininterrompue de 9 heures au moins, cette durée pouvant être réduite jusqu'à 8 heures une fois par trois grandes périodes de travail consécutives (article 15 repos journalier RH0077) et ce pour satisfaire à la santé des agents de conduite tout autant qu'à la sécurité du trafic ferroviaire.

..L'instruction (article 15 2 RH 077) se rapportant au référentiel mentionne d'ailleurs « lorsque l'agent ne peut prendre un repos effectif, dès son arrivée, par manque de matériel, de couchage et d'aération , son repos doit être majoré du délai d'attente, son temps de présence étant rémunéré.

.. La rémunération apparaît à la rubrique « prime de traction » sur le bulletin de paie, plus précisément à la rubrique « temps de présence » mentionnée sur la fiche « prime de traction », remise trimestriellement avec le bulletin de paie. Le temps de présence étant restitué au travers de « l'état 31 » également remis à l'agent.

.. De plus en plus, les temps de parcours augmentent. Les « résidences » ne sont plus situées à proximité de la gare de fin de service. Il s'agit de moins en moins de résidences aménagées spécialement pour le conducteur avec des normes bien précises, mais d'hôtels éloignés de la gare où l'agent effectue la fin de son service.

Depuis le 14 décembre 2008, la SNCF, ne rémunère plus ces temps de parcours, ces derniers n'étant même plus graphiqués sur les feuilles de roulement.

En d'autres termes, en agissant de la sorte, la SNCF réalise une économie substantielle sur le logement de ses salariés lors de ces grandes périodes de travail et en ne rémunérant plus ces temps de parcours alors même que leur durée augmente.

Outre une rémunération à la baisse, l'agent de conduite voit son temps de repos amputé et pouvant être inférieur au temps de repos prescrit à l'article 15 RH 077 au préjudice de l'agent de conduite et au mépris des règles de sécurité sur la conduite des trains.

Cette situation n'est pas acceptable.

Les tentatives d'explications données par la direction ne sauraient convaincre votre Conseil.

La SNCF estime que les différents référentiels et plus particulièrement l'article 9.2 du RH 77 , ne règlent pas ce point précis.

La SNCF assimile ces temps de parcours à des temps de trajet,

La SNCF avance que la réglementation nationale sur les temps de trajet a été modifiée par la loi du 18 janvier 2005, qui mentionne que les temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du temps de travail n'est pas un temps de travail effectif, et qu'il serait alors choquant qu'elle continue de rémunérer ces temps en les comptabilisant au titre de travail effectif en estimant en outre, que la durée de ces temps de parcours insignifiante.

Monsieur REEF auquel la FGAAC s'associe conteste cette position.